



Pensée globale et action régionale



Éditorial

La mondialisation est un phénomène ancien qui prend tout son sens aujourd'hui. Les expéditions européennes et chinoises du XV^e siècle témoignent d'une même

volonté : étendre son espace connu et tisser des liens entre les cultures et les civilisations. La mise en commun des intérêts économiques et l'intégration plus étroite des pays de la planète, rendues possibles grâce à la baisse des coûts de transport et à l'essor des outils de communication, étaient pourtant saluées comme l'aurore d'un monde nouveau il y a encore 15 ans. Pourquoi alors la mondialisation est-elle aujourd'hui si mal ressentie dans de nombreux pays ?

La mondialisation est souvent perçue comme une force qui s'impose à nous, comme le vent ou la marée, et incarnée par le Fonds Monétaire International ou l'Organisation Mondiale du Commerce. Il est vrai que ces acteurs, parmi d'autres, ont souvent occupé le devant de la scène. Mais aujourd'hui les régions, surtout en Europe et grâce notamment au travail de l'Assemblée des Régions d'Europe, gagnent en compétences et sont prêtes à s'impliquer dans la mondialisation, à tirer profit des intérêts qu'offre le monde globalisé.

Face au défi environnemental, que nous ne pouvons traiter qu'à travers une concertation mondiale, les régions sont la pointe de l'épée, le maillon le plus efficace pour appliquer une politique globale. De même que pour l'immigration, la coopération entre les régions d'accueil et d'origine est une des clés pour arriver à une politique responsable et mature en réponse aux problèmes existants.

Les régions d'Europe abordent également la mondialisation avec un grand avantage : leur diversité. Diversité de langages, de cultures, de structures... Cette diversité devient un avantage comparatif en matière de création, par exemple, face à la Chine ou aux États-Unis. Voilà pourquoi il est primordial de préserver la diversité culturelle des régions d'Europe : non seulement parce qu'elle représente une richesse en soi, mais aussi parce qu'elle devient un formidable atout pour lutter par exemple contre les délocalisations. L'autre avantage qu'ont les régions est de pouvoir compter sur l'ARE. L'énergie née de la coopération peut donner la force nécessaire aux régions pour qu'elles prennent leur place dans la mondialisation : sur le devant de la scène. <

Riccardo Illy
Président de l'ARE

Quatre problématiques, une seule réponse : + de région !

L'ARE A RÉUNI LORS DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTEURS POLITIQUES DES RÉGIONS D'EUROPE AUTOUR DE TABLES DE DISCUSSION POUR ÉCHANGER LEURS POINTS DE VUE ET SOLUTIONS. LE PROGRAMME ÉTAIT DES PLUS RICHES, AVEC, AU MENU, LA QUESTION CULTURELLE, LE DÉFI ENVIRONNEMENTAL, LES ENJEUX DES MIGRATIONS ET LES DÉLOCALISATIONS. LE TOUT SUR FOND DE MONDIALISATION...



450 représentants régionaux ont adopté la Déclaration de Palma de Majorque "Think Global - Act Regional !"

L'Europe fait face à une compétition de plus en plus forte de la part d'autres continents, d'autres nations ou d'autres régions. Pour relever ce challenge, l'Union européenne s'est fixé une stratégie visant la croissance économique et l'emploi : l'Agenda de Lisbonne. Son but est de faire de l'Europe la première des économies mondiales basée sur le savoir, grâce au développement durable.

Cependant, pour réaliser cet objectif, des actions devront être entreprises à tous les niveaux de gouvernance : européen, nationaux et régionaux/locaux. La compétitivité globale de l'Europe dépend en effet d'une multitude d'actions visant à optimiser le

potentiel compétitif des régions d'Europe ; si toutes ont une capacité de développement, toutes ne l'exploiteront pas de la même façon. Voilà pourquoi, durant l'Assemblée Générale qui s'est tenue les 9 et 10 novembre 2006 à Palma de Majorque-E, les acteurs politiques régionaux ont insisté pour que la position des régions soit reconnue et comprise en Europe, mais pourquoi pas aussi au niveau mondial. Il devient de plus en plus évident en Europe que le meilleur moyen d'appliquer une politique globale, ou de lutter contre un phénomène mondial, est d'agir au niveau local : la pensée globale se traduit par l'action régionale. *Vous trouverez des extraits des discussions dans les paragraphes qui suivent.*

Photo : ARE



Suite de la page 1...

La culture régionale et la mondialisation

La mondialisation pourrait aujourd'hui être assimilée à un processus d'intégration globale. Elle mènerait à la levée progressive des barrières entre les États, dans les domaines politiques, économiques, sociaux et même monétaires. Et donc forcément, elle influe sur le développement des cultures nationales et régionales. Nous constatons aujourd'hui que deux tendances principales s'affrontent : une "unification" culturelle dans laquelle l'individu renonce progressivement aux particularités de sa culture et adopte une autre culture, extérieure à sa région natale ; et à l'inverse, par la volonté d'une nation ou d'une région, le renforcement de l'identité culturelle locale et son identification par les citoyens. Le principal danger est que, dans un cas la mondialisation se fasse en "écrasant" les cultures nationales ou régionales et dans l'autre cas, que son avènement renforce un repli identitaire qui refuserait les influences extérieures. *"En Europe, l'échange interculturel est particulièrement fort, les*

cultures s'influencent véritablement de manière positive, mais il nous faut prendre garde à ne pas fabriquer un tout qui deviendrait homogène".

Il est évident que pour protéger les identités et les cultures régionales les régions doivent avoir un pouvoir de décision dans ce domaine, pour par exemple déterminer quelles sont leurs priorités. *"Le dialogue interculturel, mais aussi entre les "élites culturelles", les communautés, etc., doit également être renforcé et mis en place à travers des politiques à long terme".* Pour des raisons, notamment économiques, toutes les régions ne sont pas égales devant la protection de leur patrimoine culturel. Il faut donc prendre des mesures complexes – tant au niveau international qu'europpéen – pour aider à pallier ces inégalités. L'ARE et l'UNESCO pourraient se réunir, avec les ministres ou représentants culturels des régions, pour discuter du développement et de la protection de la culture au sein des régions. La convention sur la protection de la diversité culturelle adoptée par l'UNESCO en 2005

– malgré l'opposition farouche des États-Unis – *"va dans le bon sens, mais nous devons encore aller plus loin".* Concrètement, un accord pourrait être trouvé entre les institutions européennes et les grandes chaînes de télévision pour donner plus de temps d'antenne aux programmes dédiés à la culture, nationale et régionale.

Enfin, les régions ont insisté sur l'importance des politiques de préservation du patrimoine culturel et la nécessité de mettre en place une stratégie adaptée qui établirait une base de données des monuments considérés comme historiques, dynamiserait la culture en développant ses métiers et le secteur des services qui lui sont liés, inciterait l'enseignement de la culture régionale à l'école...

En prenant de telles initiatives, la tendance peut être inversée pour que la mondialisation devienne pour la culture régionale une opportunité de se renforcer, autrement dit créer de la richesse, dans tous les sens du terme.



Photo : ARE

Interview

Danuta Hübner, Commissaire européenne à la politique régionale

"Il faut tirer le meilleur du potentiel des régions"

changer d'approche pour financer la préservation de notre héritage culturel...

Je voudrais ajouter ceci : nous apprécions aujourd'hui de plus en plus l'impact de la culture sur l'intégration européenne. Beaucoup de nouveaux États membres craignaient au moment de leur adhésion que leur identité culturelle soit en danger. Mais après un certain temps, il s'est avéré que leur expérience était la même que celle de l'UE15 : leur identité culturelle est sortie renforcée grâce à la coopération.

administrations locales. Certaines régions au sein de l'Europe ont des pouvoirs législatifs, mais nous avons aussi des États si petits qu'ils n'ont pas de structure régionale du tout. C'est ça la beauté de l'Europe, cette diversité, et ce qui compte c'est ce que la politique régionale propose : les décisions importantes pour les citoyens doivent être prises en partenariat avec les autorités locales et les régions.

Nicolas Schirrer : Dans la table de discussion 'Culture', l'idée a été soumise "qu'en Europe, il faudrait peut-être réorganiser la façon dont nous dépensons l'argent pour la culture, en autorisant les régions à définir leurs propres priorités par exemple..." Qu'en pensez-vous ?

Danuta Hübner : Pour protéger la culture et utiliser les opportunités de coopération qu'elle offre, l'implication des gens est nécessaire. Il y a des fonds qui permettent d'investir dans la conservation de notre patrimoine culturel. Nous avons beaucoup investi et il suffit d'aller dans n'importe quel État membre pour se rendre compte de la masse d'argent dépensée en rénovation ou en infrastructures culturelles. Donc, non, je ne trouve pas que nous devons

N. S. : Les régions demandent de manière récurrente à avoir plus de compétences, certaines allant jusqu'à suggérer que celles-ci soient inscrites dans le Traité constitutionnel. Est-ce une bonne idée selon vous ?

D. H. : Le projet de Traité constitutionnel introduit pour la première fois la "cohésion territoriale", les éléments de la structure territoriale de l'Union (villes, îles, régions à faible densité de population etc.). J'espère qu'un jour cette cohésion sera inscrite dans la Constitution européenne. Il en va de l'engagement de l'UE de soutenir la cohésion territoriale, d'aider les régions. Mais parallèlement, il y a un niveau de décision national qui va déterminer quel poids politique est donné aux régions ou aux

N. S. : Dans le futur, quel rôle voyez-vous pour l'ARE ?

D. H. : Notre plus en Europe, c'est cette valeur ajoutée qu'apporte le travail en commun : échanger et apprendre des autres, présenter les "success stories". À travers la politique régionale européenne, la coopération inter-régionale est une valeur ajoutée irremplaçable. Et des institutions comme l'ARE, dans laquelle la plupart des régions de l'UE mais aussi des régions voisines sont représentées, nous aident à faire fonctionner cette coopération. J'espère que nous pourrions tirer le meilleur de ce potentiel, aujourd'hui inutilisé, et l'ARE est une excellente plateforme pour faciliter ce processus : nous en avons vraiment besoin pour mettre en place une politique globale de développement des régions.



Photo : ARE

Les participants à l'Assemblée Générale réunis pour la photo de famille de l'ARE

Délocalisations : la compétitivité régionale en question

Tout comme la culture, l'économie évolue sans arrêt. Dans l'histoire des nations, et même du monde, la structure de l'économie a changé à maintes reprises. Aujourd'hui, cette dernière devient mondialisée, comme une construction de dominos géante où les réactions s'enchaînent. Illustration : une connexion est établie avec le géant chinois et voilà que les emplois dans certaines régions partent en masse. Les délocalisations dues à la mondialisation sont probablement une des conséquences les plus humainement tragiques : emploi et la situation familiale précaires... Mais dans ce jeu de domino, les régions ont un rôle clé, tout particulièrement en Europe.

Les régions les plus affectées par les délocalisations ont certains points communs : *“une économie encore grandement “traditionnelle”, principalement industrielle, un manque d'innovation, une certaine forme de refus du changement, un marché du travail très réglementé et une fiscalité élevée”*. En revanche, les régions qui ont connu une forte croissance ne semblent pas avoir ces caractéristiques. *“Pour faire face aux délocalisations, et donc augmenter la compétitivité des régions, il est impératif d'affirmer sa volonté de s'adapter, de ne pas tourner le dos au changement”*. D'autre part il faut massivement investir dans la recherche et le développement des technologies et techniques de pointe, dans les infrastruc-

tures et développer la coopération entre les acteurs du marché et l'enseignement supérieur. Il faut également encourager les entrepreneurs, les jeunes surtout, en mettant en place une fiscalité incitative. Les centres d'excellence ou pôles de compétitivité sont d'excellents moyens de lutter contre les délocalisations.

L'exemple de l'entreprise Nokia – dans la région finlandaise de Uusimaa – est révélateur. Ce conglomérat fondé en 1966 fabriquait à l'origine des téléviseurs mais s'est concentré sur ses activités de télécommunications au moment de leur essor dans les années 90. En s'adaptant au changement de l'économie, en pariant sur les technologies de pointe, l'entreprise et la région Uusimaa ont fait un pari gagnant : l'entreprise est aujourd'hui le plus grand constructeur mondial de téléphones mobiles et deuxième employeur de la ville où il est implanté (derrière la municipalité et devant l'université de technologie).

Réactivité, innovation, compétitivité doivent être les atouts des régions. Alors elles feront face aux délocalisations.

Environnement : le rappel à la réalité

Il est important aujourd'hui de comprendre que le processus économique produit des dommages écologiques irréversibles. Nous puisons dans des stocks de ressources naturelles non renouvelables (pétrole, charbon, etc.) et dégradons la qualité du fond environnemental (terres agricoles, ressources

maritimes, etc.) en lui imposant un rythme d'exploitation supérieur à sa capacité de régénérescence. Cet état de fait entraîne doucement de la part des citoyens une prise de conscience, un rappel à la réalité. Il n'est pas trop tard, mais nous devons agir maintenant. *“L'effort de communication et d'éducation auprès des citoyens doit être maintenu, pour qu'ils se rendent compte combien leur implication peut avoir un impact sur le réchauffement climatique par exemple”*. Les régions doivent avoir un rôle majeur dans de telles campagnes pour sensibiliser les citoyens et leur démontrer qu'ils peuvent réaliser de vraies économies grâce aux actions éco-citoyennes.

Des mesures telles que les taxes sur les produits polluants sont en revanche apparues comme des armes à double tranchant, à n'utiliser qu'en complément de politiques globales incitant au changement des habitudes. Et de la même manière, ces nouvelles politiques ne doivent pas créer de l'exclusion sociale. *“Il est important de maintenir le choix en matière de transports pour les zones rurales par exemple ou de proposer des alternatives crédibles dans les zones urbaines”*.

Les régions doivent aussi pouvoir coordonner leurs efforts pour protéger des zones géographiques transfrontalières, comme le Danube. Des régions roumaines proposent ainsi la création d'un projet interrégional *“DIRE – Danube, éco-rivière européenne”*, le problème de la pollution actuelle du fleuve étant commun à plusieurs régions d'Europe.



Suite de la page 3...

La préservation de l'environnement peut par ailleurs aller de pair avec des critères sociaux de qualité. "En région Rhône-Alpes par exemple un pôle de compétitivité n'est subventionné par la région que s'il respecte à la fois des critères environnementaux et sociaux (comme l'implication de la société civile dans le projet)".

Migrations : mieux dialoguer, mieux informer

L'arrivée sur les côtes sud de l'Europe – Italie, Espagne, Malte – de "boat people" a redonné un coup de projecteur sur l'impossibilité pour les pays européens d'ignorer l'afflux de nouveaux migrants. Et pourtant, l'immigration n'est pas un phénomène nouveau, et l'on peut même dire que "l'Europe est le résultat de centaines d'années de migrations". Aujourd'hui, l'immigration est une réalité à intégrer par les citoyens et les régions. Les représentants de régions d'émigration et d'immigration ont pu confronter les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien. Il est ainsi apparu qu'il fallait développer des politiques de communication sur l'immigration dans les régions. "Les régions ont la responsabilité d'informer leurs citoyens sur l'immigration et d'en promouvoir une image positive dans la presse". Il est surtout question de donner "les vrais chiffres de l'immigration" mais aussi les raisons (économiques, démographiques) pour lesquelles elle doit être bien accueillie. "Il serait par ailleurs très utile, pour comprendre les flux migratoires et mieux coordonner nos politiques, d'avoir des données statistiques régionales viables". L'enseignement de la langue pour les migrants doit être renforcé tant il est une clé primordiale de l'intégration sociale et professionnelle.

"Nous avons besoin de plus de coopération entre les régions d'origine et d'accueil pour établir un échange de main-d'œuvre durable".

"Nous avons besoin de plus de coopération entre les régions d'origine et d'accueil pour établir un échange de main-d'œuvre durable".



Les participants à la table de discussion sur les migrations en plein remue-ménages

Et pour les régions qui voudraient tirer parti de l'immigration pour combler certaines lacunes, "il est impératif de mieux connaître leur marché du travail et de renforcer la communication entre les régions pour faire connaître les avantages offerts aux migrants". <

Tour d'horizon avec le Président de l'ARE

MÊME SI LES DÉFIS PRÉSENTÉS AUX RÉGIONS SONT GRANDS, ILS NE SONT PAS INSURMONTABLES. MAIS IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE RÉPONDRE AUX PROBLÈMES DU PRÉSENT : IL FAUT AUSSI SAVOIR ANTICIPER. OR CETTE TÂCHE EST BIEN LA PLUS ARDUE... LA COOPÉRATION ET LE DIALOGUE ENTRE RÉGIONS D'EUROPE SERA DONC UN ÉLÉMENT CLÉ DES RÉPONSES AUX QUESTIONS FUTURES.

Photo : ARE



À Palma, la Commissaire Hübner et le Président Illy ont eu l'opportunité d'échanger leurs points de vue

Pour le Président réélu de l'ARE, Riccardo Illy, le constat est clair : "Nous avons besoin d'une Europe plus forte, donc d'un marché européen le plus vigoureux possible. En parallèle, nous avons besoin de régions plus fortes, pour une meilleure compétitivité. C'est pour cette raison que selon moi des compétences doivent être redistribuées : certaines aux États, d'autres aux régions, et ceci en accord avec le principe de subsidiarité". Les régions sont effectivement les plus à même de faire progresser la compéti-

tivité en Europe, grâce à la diversité qu'elles représentent. "Lorsqu'il est question de créativité, cela donne à l'Europe un grand avantage". Comme Mme Hübner l'a également souligné, l'autre grand avantage de l'Europe est "la valeur ajoutée" que représentent la coopération et le dialogue interrégional.

Les programmes Centurio et Eurodyssée de l'ARE illustrent parfaitement l'intense coopération entre régions. Centurio promeut la cohésion économique et sociale, l'établissement de pratiques de développement durable, à travers la mise en commun des connaissances et des expériences et une coopération sur des projets concrets. Ainsi, des régions française, tchèque et bulgare ont-elles pu échanger leurs expériences pour améliorer leurs réseaux de transports régionaux, pour en faire une alternative crédible à l'usage de la voiture. Eurodyssée, né de la collaboration entre régions, entreprises et jeunes, donne quant à lui l'opportunité aux jeunes Européens d'intégrer le marché du travail et d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger.

"Il nous faut également amener les États en Europe à mettre en place l'Agenda de Lisbonne, pour développer le savoir ou améliorer les infrastructures. Malheureusement, ce n'est pas le cas actuellement..." L'Agenda de Lisbonne est effectivement ambitieux, et

il risque de ne pas être tenu. Or, en donnant aux régions des compétences élargies – "la charge des systèmes de santé publique par exemple" – les objectifs de Lisbonne peuvent être un jour atteints... <



AER - ARE - VRE Dossier
Pensée globale et action régionale
Automne 2006

Dossier thématique de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)

Directeur de la publication - Klaus Klipp
Rédacteur en chef - Francine Huhardeaux
Conseil éditorial - O. Georgoutsakou, E. Delangle et L. Krid
Rédaction - Nicolas Schirrer
Traduction - Ursula Gerstenmaier (GB & D)
Conception et mise en page - Agence Contexte - Strasbourg (F)
Impression - OTT - rue Pins - 67310 Wasselonne (F)
Tirage en trois langues : 4 500 ex.
Reproduction autorisée avec mention de la source
Novembre 2006

ARE
Secrétariat général - 6, rue Oberlin - F-67000 Strasbourg
www.a-e-r.org - Tél. : +33 3 88 22 07 07
Fax : +33 3 88 75 67 19 - E-mail : secretariat@a-e-r.org

Bureau à Bruxelles - 2 place Saintette - B-1080 Bruxelles
Tél. : +32 2 421 85 12 - Fax : +32 2 421 84 81
E-mail : s.cools@a-e-r.org